Compte-rendu du Conseil Municipal du 14 avril 2025

Mairie de Saint-Etienne La Geneste

L'an deux mil vingt cinq, le 14 avril,

Le conseil Municipal de la Commune, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie sous la Présidence de **Monsieur Christophe TUR, Maire**.

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : 7

Date de convocation du Conseil Municipal : 31 mars 2025

PRESENTS : DALLET-ESCURAT Anne, DISSON Dominique, TUR Christophe, DAVOINE Claude, FERRY Franck, PIERRE Michel, SUDOUR Alain.

Secrétaire de séance : Dominique DISSON, 2eme adjointe

M. le Maire ayant constaté que le quorum était atteint a ouvert la séance à 18h00.

1°) Approbation du PV du conseil du 10 février 2025 :

Le procès-verbal du Conseil Municipal du 10 février 2025 est soumis à l'assemblée et adopté à l'unanimité.

2°) Approbation du compte de gestion 2024 :

Le Conseil Municipal :

Après s'être fait présenté les budgets primitifs et supplémentaires de l'exercice 2024 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux des mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'Actif, l'état du Passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer.

- Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2024
- Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2024, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures.
 1. Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024, y compris celles relatives à la journée complémentaire ;
 2. Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2024, en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes ;
 3. Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;
- Déclare que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2024 par le receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

3°) Approbation du compte administratif 2024 :

Délibérant sur le compte administratif de l'exercice 2024 dressé par Monsieur Christophe TUR, Maire ;

Après s'être fait présenter le budget primitif, le budget supplémentaire et les décisions modificatives de l'exercice considéré ;

1. Lui donne acte de la présentation faite du compte administratif, lequel peut se résumer ainsi :

LIBELLE	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		ENSEMBLE	
	Dépenses ou déficit	Recettes ou excédent	Dépenses ou déficit	Recettes ou excédent	Dépenses ou déficit	Recettes ou excédent
Résultats reportés		95 362,54		35 806,09		131 168,63
Opérations de l'exercice	84 558,15	112 526,92	139 104,77	75 111,32	223 662,92	187 638,24
TOTAUX	84 558,15	207 889,46	139 104,77	110 917,41	223 662,92	318 806,87
Résultats de clôture		123 331,31	28 187,36			95 143,95
Reste à réaliser						
TOTAUX CUMULES	84 558,15	207 889,46	139 104,77	110 917,41	223 662,92	318 806,87
RESULTATS DEFINITIFS		123 331,31	28 187,36			95 143,95

2. Constate les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes ;
3. Reconnaît la sincérité des restes à réaliser ;
4. Arrête les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus ;

Monsieur le Maire ne prenant pas part au vote, quitte la salle ;

Le Conseil Municipal, sous la présidence d'Alain SUDOUR, Doyen, adopte le Compte Administratif 2024 à l'unanimité.

4°) Affectation du résultat 2024 :

Le Conseil Municipal réuni sous la présidence de Christophe **TUR**,

- après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice **2024** dressé par le Maire, Christophe **TUR** ;
- statuant sur l'affectation du résultat d'exploitation de l'exercice **2024** ;
- considérant les éléments suivants :

Résultat de fonctionnement à affecter C = A + B	123 331,31
Résultat de l'exercice (A) : Recettes – Dépenses (112 526,92 – 84 558,15)	27 968,77
Excédent antérieur reporté (B = FR 002)	95 362,54

Solde d'exécution de la section d'investissement F = D + E	-28 187,36
Solde d'exécution de l'exercice (D) Recettes – Dépenses (75 111,32 – 139 104,77)	-63 993,45
Résultat antérieur reporté excédentaire (E = IR 001)	35 806,09
Solde des restes à réaliser de l'exercice (G) : Recettes - Dépenses	

Besoin de financement de la section d'investissement F + G	28 187,36
---	------------------

Décide d'affecter le résultat cumulé de la section de fonctionnement comme suit :

Couverture du besoin de financement de la section investissement (IR 1068)	28 187,36
Affectation complémentaire « en réserve » (IR 1068)	
Report excédentaire en fonctionnement (FR 002)	95 143,95

Report déficitaire en fonctionnement (FD 002)	
---	--

Le Conseil Municipal Adopte à l'unanimité l'affectation des résultats du compte administratif de l'exercice 2024.

5°) Vote des taux d'imposition 2025 :

Monsieur le Maire rappelle que la Taxe d'Habitation sur les résidences principales a été définitivement supprimée par l'art.16 de la loi des finances pour 2020.

Après avoir étudié l'état de notification des taux d'imposition 2025, le Conseil Municipal **décide, à l'unanimité** de ne pas augmenter les diverses taxes ; il demandera toutefois à la Commission Communale des Impôts Directs (C.C.I.D) de rester vigilante sur les déclarations effectuées afin de demander leur correction de façon équitable si besoin.

La taxe foncière sur le bâti reste à 36,00%.

La taxe foncière sur le non bâti reste à 56,00%.

La taxe d'habitation sur les résidences secondaires reste à 5,00%.

6°) Présentation et vote du budget primitif principal 2025 :

Monsieur le Maire présente le budget primitif principal 2025 pour la commune comme suit :

	DEPENSES	RECETTES
FONCTIONNEMENT	221 287.79 €	221 287.79 €
INVESTISSEMENT	412 028.36 €	412 028.36 €
TOTAL	633 316.15 €	633 316.15 €

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal **approuve à l'unanimité** l'équilibre du budget primitif principal tel que présenté ci-dessus, **charge** Monsieur le Maire et lui **DONNE** tout pouvoir d'exécuter le budget primitif 2025.

7°) Subventions aux Associations et entreprises 2025 :

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal l'attribution des subventions suivantes :

<u>Associations Communales :</u>	€	<u>Associations Extracommunales :</u>	€
Comité des Fêtes Saint Etienne La Geneste	600	AAPPMA La Truite Neuvicoise - 19160 Neuvic	100
Sté Chasseurs Ste Marie Lapanouze / St Etienne La Geneste	150	U.S.E.P. - 19160 Liginiaç	300
		Chorale des Gorges de la Haute Dordogne -19160 Liginiaç	110
		Comice agricole canton de Neuvic - 19200 Ussel	110
		Croix Rouge Française - 19200 Ussel	120
		ECO TRIOUZOUNE - 19160 Neuvic	110
		F.N.A.C.A. - 19160 Neuvic	100
		Les Compagnons de la Bonne Humeur- 19160 Liginiaç	100
		EPHAD La Bruyère - 19160 Neuvic	150
		Le planning familial - 19000 Tulle	100
		Les Petites Crapouilles	110
		Ligue Contre Le Cancer - 19000 Tulle	100
		Prévention Routière - 19000 Tulle	100
		Pupilles de Sapeurs-pompiers	110
		Restaurants du cœur	120
		Secours populaire français - 19000 Tulle	110
		Les Crocs de l'Empereur - 19200 Ussel	110
Sous-Total	750	Sous-Total	2060
		TOTAL	2810

Après délibération, le Conseil Municipal, **à l'unanimité, décide d'adopter** la répartition des subventions indiquée dans le tableau ci-dessus et **donne** tous pouvoirs à Monsieur le Maire pour effectuer les règlements de ces subventions.

8°) Convention 2025 pour répartition intercommunale des charges de l'Ecole de Liginiaç :

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que la commune de Liginiaç a délibéré le 17 février 2023 pour la modification du montant du système de répartition des dépenses de fonctionnement constatées au niveau de l'Ecole.

Il explique que la participation financière a été fixée à 330,00 € (trois cent trente Euros) par enfant, pour l'année scolaire 2024-2025 ; cette année, 3 élèves de Saint Etienne La Geneste sont scolarisés à Liginiaç (Lucas PUIMERAT, Marcus SALLAS ESCURAT et Antoine TRESPEUCH)

Il demande que soit portée au budget 2025 la somme de 990 ,00 € (neuf cent quatre-vingt-dix Euros) à l'article 65561.

Monsieur le Maire explique qu'une convention entre la commune de Saint Etienne La Geneste et la commune de Liginiaç a été signée.

Après délibération, le Conseil Municipal, **à l'unanimité, accepte de** payer la participation financière fixée à 990,00 € (neuf cent quatre-vingt-dix Euros) pour les 3 enfants, pour l'année scolaire 2024-2025, et **donne** tous pouvoirs à Monsieur le Maire pour exécuter les clauses de la convention.

9°) Subvention Voyage scolaire Collège de la Triouzoune – 19160 Neuvic :

Monsieur le Maire donne lecture à l'assemblée du courrier du Principal du Collège de Neuvic au sujet du voyage scolaire organisé pour les élèves en classes de 4^{ème} à Chamonix du 31 mars au 4 avril 2025, dans le cadre d'un projet pluridisciplinaire Education Physique et Sportive / Sciences et Vie de la Terre / Histoire / Géographie. Monsieur le Maire explique les différents objectifs du projet, et présente le programme du séjour.

La participation financière des familles, après déduction d'une aide apportée par le Foyer Socio-Educatif du Collège, s'élève à 395,00 € (trois cent quatre-vingt-quinze Euros)

Un enfant de la commune est concerné par ce projet. Il s'agit de Cloé PIGNOT.

Monsieur le Maire informe le conseil qu'après un entretien téléphonique avec Mme Marion GUICHON, il a été convenu que la Commune de Saint Etienne La Geneste acceptait de participer au financement du séjour à hauteur de 395,00 € (trois cent quatre-vingt-quinze Euros) à la condition expresse que l'acompte versé par la famille concernée lui soit remboursé.

Après délibération, le Conseil Municipal, à **l'unanimité approuve** la proposition de subvention proposée par Monsieur le Maire, et **accepte** de payer la participation financière fixée à 395,00 € par enfant, pour le voyage scolaire soit 395,00 € (trois cent quatre-vingt-quinze Euros) au total.

10°) Souscription forfait 2025 SACEM :

Monsieur le Maire donne lecture à l'assemblée du courrier de la SACEM Limoges reçu le 12 mars 2025 annonçant qu'un accord de partenariat entre l'AMF et la SACEM a été signé, dont le but est de faciliter et développer l'accès à la musique pour les municipalités, notamment dans les communes aux ressources les plus modestes.

Ce nouvel accord permet de gérer les droits d'auteur de façon plus simple tout en maîtrisant notre budget.

Pour les communes jusqu'à 500 habitants, dont nous faisons partie, quel que soit le nombre d'évènements, le forfait annuel est fixé à **152,01€ TTC** (cent cinquante deux euros et un centime) (droits Spré inclus). Les droits Spré concernent la diffusion de musique enregistrée (CD, MP3, streaming)

Ce forfait concerne les évènements dont le budget des dépenses ne dépasse pas 5000,00 € (cinq mille euros) et qui affichent un prix d'entrée n'excédant pas 20,00 € (vingt euros) et 40,00 € (quarante euros) pour un repas.

Dans le cadre de la signature de ce forfait, le Conseil Municipal de Saint Etienne La Geneste mandate l'Association « **Comité des Fêtes de Saint Etienne La Geneste** » enregistrée sous le numéro W 193 00 114 et lui délègue l'organisation des évènements futurs autorisés, à savoir :

- Les Fêtes Nationales, (8 mai, 14 juillet, 11 novembre), la Fête de la Musique,
- Les Fêtes locales, (fête votive, fête du village) (maximum 2 par an).
- Les Fêtes à caractère social, destinées à une catégorie de la population (aînés, enfants de la commune, par exemple)

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal les évènements prévus cette année par le Comité des Fêtes, et lui demande l'approbation de la signature du forfait SACEM.

Après délibération, le Conseil Municipal, à **l'unanimité, approuve** la signature du forfait SACEM 2025 proposée par Monsieur le Maire, **accepte** de payer la cotisation 2025 fixée à 152,01 € (cent cinquante deux euros et un centime), et **charge** Monsieur le Maire de toutes les démarches à accomplir pour l'application de ce forfait.

11°) Syndicat de la Diège : Mise en conformité juridique de la compétence optionnelle de l'éclairage public du Syndicat de la Diège. :

Monsieur le Maire rappelle que le Syndicat dispose de la compétence optionnelle de l'éclairage public librement choisie par ses adhérents conformément aux articles 3.3, 5.2 et 5.3 de ses statuts et rappelle que la Commune a transféré au Syndicat de la Diège en 2019 le volet « investissement » de l'éclairage public dans le but de faciliter le pilotage administratif, technique et financier des opérations d'investissement ;

Monsieur le Maire explique que la maintenance de l'éclairage public sur la Commune est assurée par le Syndicat de la Diège dans le cadre d'une convention d'entretien, que le champ d'action du Syndicat est aujourd'hui limité puisqu'il agit comme un prestataire de services n'intervenant que sur demande des communes, ce qui l'empêche notamment d'agir sur le préventif et, finalement, ce fonctionnement ne lui permet pas de disposer des moyens suffisants pour maintenir sur le long terme une bonne qualité de service à ses communes ;

Monsieur le Maire présente le nouveau règlement d'exercice de la compétence de l'éclairage public acté par le Comité du Syndicat de la Diège le 4 février 2025 qui précise :

- Le périmètre de la compétence de l'éclairage public ;
- Les prérogatives du maire au titre de son pouvoir de police ;
- Les modalités d'instauration de la compétence entre les communes et le Syndicat ;
- Les travaux relevant de l'investissement ;

- Les interventions relevant de la maintenance et de l'exploitation de l'éclairage public ;
- Les modalités de financement, tant sur l'investissement que sur le fonctionnement ;
- Les activités complémentaires exclues du périmètre de l'éclairage public.

Monsieur le Maire explique que la principale nouveauté porte sur la mise en place d'une contribution forfaitaire annuelle pour la maintenance et l'exploitation de l'éclairage public qui remplacera le système actuel de facturation à l'issue de chaque intervention et que le calcul de cette contribution est basé sur le patrimoine d'éclairage public à entretenir sur la Commune (cf. article 5.1.2 du règlement) ;

Monsieur le Maire ajoute que la contribution prévisionnelle pour la Commune est estimée à **907,00 € par an**, en précisant qu'elle est calculée à partir des données extraites du SIG d'éclairage public le 26 novembre 2024, et que la contribution finale sera définitivement arrêtée à la vue des données qui seront extraites du SIG EP le 1^{er} octobre 2025 ;

Monsieur le Maire précise qu'en contrepartie de cette contribution, le Syndicat s'engage à assurer la maintenance et l'exploitation de l'éclairage public selon l'article 4 du règlement et que la contribution à l'entretien de l'éclairage public peut permettre à la Commune de préparer plus facilement son budget ;

Monsieur le Maire précise que les activités complémentaires ne relevant pas de la compétence de l'éclairage public (cf. Annexe 2 du règlement) ne sont pas incluses dans la contribution forfaitaire annuelle et continueront d'être facturées à la survenue des signalements par les communes selon le bordereau « Activités complémentaires de la régie d'éclairage public » ;

Monsieur le Maire explique que l'outil juridique pour mettre en œuvre ce nouveau dispositif consiste à transférer le volet « fonctionnement » de l'éclairage public au Syndicat, ce qui viendrait compléter le transfert du volet « investissement » opéré en 2019 et précise que la Commune, au titre du pouvoir de police municipal du Maire, restera toujours décisionnaire quant aux lieux et aux horaires d'éclairage public sur le périmètre communal ;

Monsieur le Maire explique que le Syndicat souhaite mettre en place ce nouveau dispositif au 1^{er} janvier 2026 avec le planning suivant :

- Février 2025 : le Syndicat transmet à chaque commune un projet de délibération pour demander le transfert du volet « Fonctionnement » (maintenance et exploitation) au Syndicat, accompagné du règlement d'exercice pour la compétence de l'éclairage public approuvé par délibération de son comité syndical du 4 février 2025 et d'une projection de la contribution par commune ;
- 01/09/2025 : date souhaitée pour le retour des délibérations de demande de transfert des communes ;
- 01/10/2025 : le Syndicat extrait du SIG Eclairage Public les paramètres de la clé de répartition afin de calculer la contribution pour 2026 ;
- 14/11/2025 : le Comité Syndical de la Diège accepte les demandes de transfert formulées par les communes et valide la contribution définitive de chaque commune pour 2026 ;
- Fin 2025 : le Syndicat transmet à chaque commune le montant final de sa contribution pour 2026 afin qu'elle puisse l'intégrer au budget ;
- Mai 2026 : le Syndicat émet le titre de recette à la collectivité qui adhère au service pour 2026.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur l'adhésion de la Commune au nouveau dispositif proposé par le Syndicat de la Diège pour une meilleure mutualisation sur l'éclairage public.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, **à l'unanimité, approuve** le transfert au Syndicat de la Diège du volet « Fonctionnement » portant sur la maintenance et l'exploitation de l'éclairage public au 1^{er} janvier 2026, venant compléter le transfert du volet « Investissement » opéré en 2019, conformément au règlement d'exercice acté par le Comité Syndical du Syndicat de la Diège le 4 février 2025 et **donne** tous pouvoirs au Maire pour exécuter la présente délibération et, en particulier, de finaliser les différentes démarches administratives à entreprendre avec le Syndicat de la Diège.

12°) Questions diverses :

- **Réforme de l'Apostille et de la législation des Actes Publics Français**

L'apostille est une formalité destinée à attester de la véracité de la signature et de la qualité de l'auteur d'un document. La mairie doit désigner un référent pour certifier l'authenticité de la personne concernée. Monsieur le Maire propose de prendre cette responsabilité, le Conseil approuve.

- **Syndicat de la Diège**

Monsieur le Maire fait le point sur le projet « CREPUSCULE » (Passage aux LED pour l'éclairage public). Les travaux devraient commencer en septembre prochain et toutes les ampoules seront alors remplacées.

- **Assemblée générale Syndicat du Riffaud**

Madame DISSON et Monsieur DAVOINE, délégués pour la commune, ont participé à la dernière assemblée générale et ont voté les budgets 2024 et 2025(primitif).

Monsieur le Maire, qui a assisté aux réunions sur la transmission des compétences eau-assainissement, relate les derniers rebondissements, du danger de voir le syndicat du Riffaud absorbé par HCC, et de l'importance de l'adhésion de communes hors Communauté de Communes pour l'en empêcher. Madame DALLET-ESCURAT ajoute que même si la loi a été retoquée par le Sénat, elle pourrait simplement avoir été reportée, et pourrait revenir très vite d'actualité.

- **Assemblées générales AGHD et SIL'N19**

Madame DALLET-ESCURAT, membre du bureau de l'Association des Gorges de la Haute Dordogne, fait le point sur les activités de cette association qui a du mal à se maintenir à flots. Elle demande de faire appel à leurs services à chaque fois que c'est possible.

- **Réunion Cantonale du 27/03/2025**

Monsieur le Maire a assisté à cette réunion qui regroupait bon nombre de représentants politiques de la région, mais notre député était absent.

- **Travaux d'Aménagement RD168 en traverse de bourg**

Une réunion a eu lieu à la mairie avec Monsieur Christophe Jourdain du Syndicat de la Diège, pour valider les projets d'aménagement du bourg. Ces travaux, qui pourraient commencer en juin, permettraient de sécuriser la traversée du village, par l'ajout de passages piétons, de miroirs, et d'une chicane. De plus de nouveaux trottoirs et un chemin piétonnier végétalisé participeraient à l'embellissement de notre commune.

Monsieur Le Maire détaille tous ces projets sur plan, le conseil approuve.

- **Déplacement panneaux entrée et sortie de village sur RD168 en direction de Ussel et aménagement de sécurité**

Il a été demandé auprès des Services du Département une étude pour le déplacement des limites d'entrée et sortie de la Commune sur le RD168 au lieu-dit "Laveix", et les possibilités de régulation de la vitesse maximale autorisée (diminution progressive) ainsi que les éléments de sécurité possibles, afin de faire ralentir au maximum avant les virages d'entrée de village.

A suivre...

- **Travaux à prévoir sur 2025 – achats prévus sur 2025 ; emprunt Crédit Agricole**

Même si la situation financière de la commune est plutôt bonne, et que des subventions doivent permettre de payer une bonne partie des travaux futurs d'aménagement du bourg, Monsieur Le Maire propose éventuellement de contracter un emprunt pour sécuriser les dépenses à venir (réparations sur l'église et sur le presbytère). Il s'est déjà renseigné au Crédit Agricole qui propose un taux intéressant sur un emprunt court (5 ou 10 ans). Le conseil approuve ces démarches.

- **Travaux aménagement Foyer Rural ; déménagement de la mairie**

Les travaux d'aménagement du foyer sont quasiment achevés, il reste à finaliser la grande salle (ponçage du parquet et peintures) et la mairie a été déménagée dans ses nouveaux locaux bien plus spacieux et lumineux. Le conseil remercie Monsieur le Maire et Monsieur DAVOINE qui se sont chargés de transporter le matériel lourd (photocopieur, bureaux et tables). Le conseil se félicite de la bonne réalisation de ce projet qui lui tenait à cœur.

- **Courrier 19200 Ussel Collège Notre Dame de la Providence**

Monsieur Le Maire porte à la connaissance du Conseil un courrier adressé au collège privé Notre Dame de la Providence rejetant la demande de participation aux charges de fonctionnement pour des enfants de la commune fréquentant cet établissement. En effet, la commune a déjà signé une convention avec l'école publique de Liginiaac et privilégie cette école de proximité.

Le Conseil soutient cette décision.

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Maire met fin au conseil à 20h25.